

# La crise sera-t-elle fatale à la métropolisation ?

**Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 ont rouvert des débats sur le modèle des métropoles, qui vont devoir se transformer pour s'adapter au monde d'après. Elles appellent une nouvelle politique du territoire qui valorise les atouts de la France.**

tué à évoluer dans un monde ouvert, est naturellement pesant, à plus forte raison dans les métropoles, où la surface des logements est restreinte.

Elle renforce un autre phénomène, typiquement français : l'aspiration à la campagne. La France est une nation terrienne et la plupart des Parisiens sont originaires de la province. Ce sentiment peut avoir quelque influence sur le comportement d'une partie très limitée mais, malgré tout, significative de la population. D'aucuns disent que le travail à distance est une opportunité. Mon avis est qu'il ne doit pas devenir un modèle généralisé. La vie économique est faite

Conversation entre  
André Yché et le géographe  
Martin Vanier, professeur  
à l'École d'urbanisme de Paris

Peter Judson

**André Yché** La crise actuelle accentue des tendances que l'on percevait déjà dans la société française. Le sentiment d'étouffement éprouvé par un nombre important d'habitants se trouve exacerbé, y compris dans les beaux quartiers, où il y a plus de place qu'ailleurs. Le fait de rester chez soi, alors qu'on est habi-

de projets et le travail s'organise en groupes ; ce qui compte, c'est la fertilisation croisée. D'autre part, la culture d'entreprise ne se construit pas à distance. Des gens vont continuer à vivre et à travailler dans les métropoles, mais certains s'exonéreront, un ou deux jours par semaine, du trajet pendulaire entre leur lieu de travail et leur domicile. Cela aura des conséquences sur la manière de penser les résidences de demain, avec des espaces de coworking. Si une petite proportion des citadins sont tentés par une résidence excentrée, soit en périphérie des grandes métropoles, soit, plus probablement, dans des villes moyennes – lesquelles constituent, en réalité, la grande périphérie de ces métropoles –, cela sera tout à fait gérable, notamment en termes de déplacements de population. Mais cela risque d'impacter le marché des transactions immobilières : 1 % des résidents qui changeraient d'habitation peuvent représenter 10 % des transactions de l'année. L'équilibre du marché peut s'en trouver modifié.

La question de l'emploi est plus préoccupante. La crise a accéléré, après la désindustrialisation, la détérioration de l'économie. Des emplois métropolitains vont être détruits car, *a contrario*, l'industrie est une activité de villes moyennes. À La Défense, le secteur bancaire va supprimer des milliers d'emplois. Nos amis banquiers ont découvert une martingale extraordinaire : c'est le client qui, désormais, gère lui-même son compte, ses virements, etc. Voilà le secret de la productivité dans le tertiaire ! Le modèle métropolitain ne va pas disparaître, mais il va devoir se transformer car les villes-centres, sociologiquement et politiquement, ont atteint une espèce de plafond de verre, qui est lié à nos origines rurales. Il faut restaurer de la lisibilité, donc du polycentrisme et de la multifonctionnalité, pour rendre la ville un peu plus avenante, un peu plus agréable à vivre.

**Martin Vanier** Je ne suis ni sociologue ni anthropologue, mais je pense que nous devrions être plus attentifs aux bouleversements qui concernent notre rapport aux liens familiaux, par exemple ce qui s'est passé dans les ménages confinés. Je ne parle pas seulement des couples, mais des ménages dans toute leur dimension, avec les enfants et les anciens. Curieux moment, tout de même, où il n'était pas possible d'accompagner ses parents mourants... Ces changements anthropologiques questionnent aussi notre relation à l'entreprise : des centaines de milliers de personnes vont devoir rechercher du boulot ou le créer. Enfin, nous allons devoir admettre que le pouvoir politique ne peut pas tout. Tout cela pour dire quoi ? Que s'interroger sur les conséquences de la crise sur le territoire – la ville ou pas la ville ; la grande ville ou pas la grande ville – me paraît assez secondaire, en réalité. Et c'est le géographe, qui le dit ! Ce qui se passe dans le territoire est assez subséquent, me semble-t-il, des transformations plus profondes que je viens de pointer. Le territoire est dépositaire de structures lentes, de mémoires, d'accumulations, donc de choses qui ne se renversent pas d'un coup de baguette magique. Je trouve absurde ce débat sur la remise en cause métropolitaine. Il y a

***“L'enjeu, c'est de construire, dans les villes et notamment dans les métropoles, des stratégies de peuplement. Ma thèse, c'est que les bailleurs modernes doivent être des opérateurs de peuplement, et non de simples bailleurs.”***

**André Yché**

des gens très autorisés qui disent : « *Il faut revenir à la petite ville et le seuil moyen vers lequel nous devrions tendre, c'est 300 000 habitants* ». Dans ce cas, il va falloir expliquer aux 20 agglomérations françaises qui ont dépassé ce seuil depuis longtemps ce qu'elles vont devenir ! En revanche, l'idée que de nouveaux modèles viennent retravailler l'ancienne pâte territoriale me paraît intéressante : les programmes immobiliers, leur articulation à des systèmes de mobilité, la question du service et du commerce... Tous ces éléments vont faire bouger les idéaux métropolitains, mais pas la métropole ; les idéaux de la ville moyenne, mais pas la ville moyenne ; les idéaux de la campagne, mais pas cette campagne qui attire les Français depuis trois siècles.

**A.Y.** Quels sont les avantages comparatifs de la France dans le monde qui se dessine ? C'est le fait que nous soyons cette vieille nation terrienne qui nous a marqués pendant des siècles, le fait que nous ayons, au XVIII<sup>e</sup> siècle et au début du XIX<sup>e</sup>, perdu la deuxième guerre de cent ans contre l'Angleterre, parce que



nous n'avions pas envie de nous livrer à la conquête des mers, et donc, à la conquête du commerce, tout simplement parce que la France est un pays rural qui a de quoi vivre grâce aux richesses de son territoire. Pour les mêmes raisons, notre pays a été incapable de tirer profit de sa position géographique en Europe. Alors qu'elle possède deux façades maritimes avec des capacités portuaires importantes, la France n'est pas le lieu de déversement naturel du commerce maritime entre l'Europe et l'Asie. On n'a rien compris à la problématique logistique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, par où sont passées les armées de libération ? Elles ont débarqué en Normandie, puis elles sont parties vers l'Europe centrale ; elles ont débarqué en Méditerranée, puis elles ont remonté la vallée du Rhône. Qu'on n'ait pas réussi à développer une logistique ferroviaire de grande qualité sur ces axes-là est un péché contre l'esprit. Notre héritage patrimonial est un autre avantage. En France, vous ne pouvez pas visiter un petit village ou une ville moyenne sans rencontrer les témoignages de l'histoire, à travers les pierres et la mémoire. Mais je ne crois pas que nous puissions concurrencer les Américains, les Chinois ou les Indiens sur le terrain de la high-tech.

Quant aux secteurs industriels dans lesquels la France prospérait – nucléaire, aéronautique, automobile –, ils vont traverser une crise profonde. Donc, il faut repenser nos avantages comparatifs à cette échelle-là. La crise – je rejoins mon interlocuteur – peut conduire à des solutions illusoire qui consistent à dire : « *Il faut réindustrialiser* ». D'abord, cela ne se décrète pas. Ensuite, la réindustrialisation doit être pensée à l'échelle européenne plutôt qu'à l'échelle régionale. Cela rejoint la problématique des emplois de demain. Une fois que des centaines de milliers d'emplois auront été détruits dans le tertiaire, le territoire peut être un ressort de relocalisation de l'emploi et donc de redéveloppement de ce que la Datar appelait, jadis, les « métropoles d'équilibre ».

**M.V.** La France n'a jamais été aussi peuplée. Elle devrait connaître son apogée démographique vers 2050-2060 avec près de 70 millions d'habitants. Cette situation de peuplement est inédite dans son histoire. Dans ses ouvrages, l'historien israélien Yuval Noah Harari pose la question du surnuméraire, des gens en trop dans le développement des sociétés – sans doute parce qu'on n'a pas encore trouvé les capacités de leur donner de nouvelles fonctions. Pour le géographe, c'est aussi une question spatiale, parce que ces surnuméraires deviennent des espaces en trop, des territoires en trop. Et c'est dramatique, pour un pays – les États-Unis connaissent ça depuis longtemps –, d'avoir des gens en trop. On ne devrait jamais dire cela, aucun humain ne devrait se sentir en trop, mais ces gens, dans le système économique, n'ont plus leur place, n'ont pas de fonction et habitent dans des territoires où ils se concentrent.

**A.Y.** Aux États-Unis, le surnuméraire se traduit par des déséquilibres budgétaires et commerciaux ; la balance des paie-

ments, elle, est équilibrée, mais les échanges courants ne le sont pas, notamment avec la Chine, qui est devenue leur atelier de production. La seule question qui compte, c'est comment finance-t-on tout cela ? La réponse américaine est géopolitique, en consacrant, chaque année, de 700 à 800 milliards d'euros à la défense. L'Amérique est financée par la Chine, qui achète les titres du Trésor américain, lesquels financent le Pentagone... Autrement dit, ce sont les épargnants chinois, qui financent l'outil de défense américain. Les déficits américains n'ont aucune importance, parce qu'en 24 heures, les États-Unis peuvent bloquer tout le commerce, tous les échanges énergétiques mondiaux et asphyxier, en un mois, l'économie asiatique. Le premier outil économique des États-Unis, c'est l'US Navy. C'est ce qu'on appelle une superpuissance. Le seul domaine dans lequel la France peut encore ressembler à une superpuissance, c'est l'agriculture, c'est notre richesse territoriale, nos voies de communication, notre localisation géographique. Voilà ce qui peut nous permettre de conserver notre capacité d'émission monétaire, donc de consommation de ces sureffectifs que l'on va retrouver dans l'ensemble de l'économie.

**M.V.** En vous écoutant, je me rappelle ce qu'on a tous appris sur Rome, qui avait une quantité incroyable de surnuméraires. Les Romains s'en fichaient complètement puisqu'il y avait une capacité de projection qui leur permettait de ne pas travailler. N'ayant pas la capacité de trouver des solutions comme peuvent se les payer les Américains ou, jadis, les Romains, quelles transformations du rapport à la richesse, à l'utilité, et donc à la liberté, mais aussi à la propriété, pourrions-nous inventer ? Je mets au débat cette question.

Il y a des solutions strictement redistributives, qui évitent à des gens de contribuer à la richesse, et d'autres dans lesquelles des personnes produisent des richesses. Mais si ces derniers deviennent une minorité, cela risque de poser un problème au contrat social. Entre ces deux extrêmes, un modèle revient à la mode : celui de l'exploitation des richesses sur le mode des biens communs. Je ne parle pas d'une mise en partage, un peu idéaliste, des facteurs de production. Les biens communs sont des biens privés qui sont utilisés selon des règles qu'on se donne en commun. Ce sont des biens privés soit d'individus, soit de collectifs, qui les considèrent comme des biens appartenant en privé à la communauté. Par exemple, les communaux sont des biens de statut privé appartenant à la commune. La question de la propriété devient alors secondaire parce que ce qui devient essentiel, ce sont les règles d'usage de ces biens, qu'il s'agisse de foncier, d'eau, de biens agroécologiques ou de biens productifs... Autour des biens communs peuvent s'agréger des individus, qui peuvent se rendre utiles. Des groupes qui, sur le plan économique, sont renvoyés à leur statut de « consommateurs » d'allocations, pourraient reconstruire un sentiment d'utilité, mais aussi en faire la démonstration. Je ne vais pas dresser la liste de ce qui est mis en commun, mais cela peut aller jusqu'à la question



***“Certains peuvent  
raconter que  
la métropole,  
c’est fini;  
il n’empêche que  
la crise du Covid-19  
repose la question  
de l’urbanité.  
De la grande ville,  
comme de la petite,  
voire du bourg.”***

**Martin Vanier**

du logement. Quand j’entends ce débat sur le travail, l’utilité sociale, les surnuméraires, les fractures, j’essaie de trouver dans la pensée des biens communs qui s’ancrent dans des siècles de pratiques, notamment dans les campagnes et dans les systèmes agropastoraux, des moyens de garder une forme de cohésion. Parce que le travail, c’est ce qui fait société.

**A.Y.** Avec ces biens communs – en latin, *res publica* –, on touche ce qui fonde le principe même de régime républicain : la somme des intérêts partagés par les citoyens excède largement la somme de leurs désaccords ou de leurs rivalités. Cela renvoie à la nature du pouvoir, selon laquelle la décision politique fait tout. Il n’y a pas une question, de quelque nature que ce soit, que l’État central ne soit en mesure de régler. Or, plus l’État prétend régler tous les sujets, moins il est capable de les régler.

Je ne peux m’empêcher de faire le lien avec la période de la Renaissance, où les États européens étaient aussi en crise. À cette époque on a soudain découvert qu’il y avait des océans, d’autres continents et, parmi eux, un continent que des savants de Saint-Dié-des-Vosges, en 1507, ont décidé d’appeler l’Amérique. Aux Pays-Bas, en Angleterre et en France, les États, qui n’étaient pas en mesure de gérer cette extension formidable, ont alors créé des émanations paraétatiques destinées à prendre en charge de nouveaux

attributs : les compagnies à charte. Les grandes compagnies à charte britanniques avaient des marines et des armées de quelque 20 000 soldats qui, aux Indes, maintenaient l’ordre. Elles ont cessé de fonctionner quand les États ont gagné en puissance. J’y suis attaché parce qu’elles avaient trouvé une synthèse entre la dimension économique nécessaire et la dimension régaliennne. Nous devrions, aujourd’hui, réinventer des compagnies à charte. La puissance étatique ne peut pas régler tous les problèmes. Les gouvernants ne doivent pas s’imaginer que le pouvoir politique est universel. Celui-ci doit rester dans le champ de la régulation politico-sociale, avec des relais qui, en même temps, participent du bien commun. C’est ce que nous essayons de construire, depuis dix ans, chez CDC Habitat.

**M.V.** L’Espagne aussi a deux façades maritimes, mais la vertu de l’hexagone français fait que ses six côtés ouvrent sur un système en soi. Un côté ouvre sur le système atlantique, un autre sur le système des îles britanniques, un suivant sur l’espace rhénan, etc. Chacune de ces six faces est un enjeu géopolitique en elle-même. Ces idées amènent à réinterroger une politique du territoire. Il y a eu, dans notre pays, une grande politique d’aménagement du territoire, en termes de croissance, de redistribution, de déploiement, d’urbanisation, de rééquilibrage, que l’on peut dater entre 1955 (la délocalisation industrielle) et 1975 (le début de la crise). Pendant ces 20 années, brèves mais héroïques, le territoire a été valorisé pour ses qualités et ses spécificités, donc pour ses avantages comparatifs. Sauf qu’on ne sait plus très bien en dire ni le leader – l’opérateur en chef –, ni le sens, ni la philosophie politique. Tout le monde s’accorde à considérer que le territoire est puissant. Pourtant, il y a un manque d’investissement intellectuel et politique sur le rôle qu’on veut lui faire jouer. Si la Caisse des Dépôts – pas seulement CDC Habitat – était une sorte de compagnie à charte, j’en vois d’autres, aujourd’hui, qui sont porteuses d’aménagement du territoire, c’est-à-dire qui sont en capacité de travailler l’avantage comparatif que représente le territoire : les grands opérateurs de réseau. Ils sont une dizaine – EDF, SNCF, etc. –, qui ne sont pas restés l’arme au pied pendant qu’on regrettait l’aménagement du territoire du général de Gaulle, et qui ont profondément transformé l’avantage comparatif français, notamment avec la grande vitesse, pour le pire et le meilleur, d’ailleurs.

**A.Y.** L’aménagement du territoire tel qu’on l’a connu après la guerre, c’était l’ouverture au libre-échange, c’était l’accord du GATT suivi par l’OMC, c’était la construction européenne, etc. Il tendait à la constitution de pôles de compétitivité, à l’échelle européenne et au-delà. L’idée consistait à dire : « *Nous allons nous regrouper, nous allons structurer nos forces pour être capables de partir à la conquête du monde* ». Rappelons que c’était une période de plein emploi ; le chômage frictionnel, dans les années 60, c’était moins de 500 000 demandeurs d’emploi. Aujourd’hui se pose la question du sureffectif, c’est-à-dire, au fond, de la reconversion d’une partie de plus en plus



importante de la population. Compte tenu de l'environnement d'ensemble, on est amené à repenser l'aménagement du territoire sous l'angle de la proximité. Prenons un exemple concret : la grande distribution vit une crise dramatique. Des dizaines de centres commerciaux vont fermer et il faudra transformer les autres. Les plateformes de distribution commerciale, créées au milieu de nulle part, ne sont plus viables parce qu'il faut les croiser avec des loisirs et des services. D'autre part, on ne peut plus se fonder sur l'idée qu'on va attirer toute la clientèle dans un bassin de 40 kilomètres autour de cette plateforme commerciale. Il faut reconstruire de la proximité, c'est-à-dire, autour de ces centres commerciaux, des quartiers de vie pour avoir une clientèle fidélisée. À la limite, les gens pourront y aller à vélo ou à pied, et non plus en voiture.

**M.V.** Il est juste que la question de la consommation et du commerce, dont certains secteurs sont en crise, oblige à repenser ce qu'est une ville de consommateurs, disons plutôt une ville de services. Il y a là une dimension de proximité, sans doute, mais il y a surtout la conviction qu'il ne suffit plus d'apporter des réponses, pensées dans la période précédente, qui n'entendaient que « services et consommation » et non pas « la ville de ». Les distributeurs ne posaient pas la question de l'urbanité, et Dieu sait s'ils ont pourtant été conscients qu'ils fabriquaient une part de l'urbanité des agglomérations, mais pas la plus belle ni la plus convaincante : celle de cette périphérie plus ou moins acceptable, très connectée par l'automobile, que les gens fréquentaient en masse le samedi. Ils ont été incapables de sortir de leur modèle économique et puis, maintenant, pour une raison que personne n'avait vu venir, cela devient intolérable. Donc, retour à la case départ : la ville, c'est le commerce, et le commerce devrait toujours être et faire la ville. Certains peuvent raconter que la métropole, c'est fini ; il n'empêche que la crise du Covid-19 repose la question de l'urbanité. De la grande ville, comme de la petite, voire du bourg. Sur la proximité, je veux aussi dire ceci : il serait peut-être nécessaire d'appréhender cette notion en des termes moins topographiques, qui renvoient simplement à la distance qui sépare de, et qui, dans notre imaginaire collectif, se résume par le fait que les choses doivent être en bas de chez soi. Ce que les gens exigent, aujourd'hui, c'est que de l'attention soit prêtée à leurs besoins, qu'ils estiment différents et singuliers. Ce qu'ils appellent « proximité », de mon point de vue, c'est la capacité à être écoutés, notamment dans un monde numérique où les choses paraissent à la fois très proches – puisqu'elles sont sur nos outils mobiles –, et très étranges, voire inhumaines. Mon rapport à l'administration fiscale est plus proche qu'il ne l'a jamais été : je n'ai besoin de me rendre nulle part. Sauf que c'est une proximité qui n'est pas assez attentive. La proximité trimballe avec elle un autre sujet qu'on n'a pas encore évoqué : le localisme, le retour à la pensée magique de la solution locale quand la crise est systémique et que le global semble défaillant. Cela m'asphyxie littéralement. Ce discours est actuellement très fort ; c'est une ressource politique inépuisable, que de promettre la proximité.

**A.Y.** Je rejoins votre analyse : dans la demande de proximité, il y a une demande de sur-mesure. Les individus voudraient sortir de l'industrialisation, du marketing, des process, des produits, etc. Le bon côté de l'écologie, c'est de proposer une forme de sobriété, qui consiste à dire : « Je veux ce dont j'ai besoin, ni plus ni moins ». Le problème, c'est que le sur-mesure a un coût. Comment financer le développement du commerce en centre-ville, qui est la condition d'existence de la ville ? L'enjeu, c'est de construire, dans les villes, et notamment dans les métropoles, des stratégies de peuplement. Ma thèse, c'est que les bailleurs modernes doivent être des opérateurs de peuplement, et non de simples bailleurs. C'est-à-dire qu'ils doivent être capables de mettre en œuvre une stratégie de peuplement ayant pour objet d'assurer une mixité suffisante qui aura pour effet, là où c'est nécessaire, une augmentation du pouvoir d'achat moyen. Il faut travailler les offres d'habitat et la structuration de l'espace public de manière à restaurer de l'attractivité pour des catégories intermédiaires et supérieures qui vont amener le pouvoir d'achat nécessaire au redémarrage d'une certaine commercialité. Le sujet n'est donc pas la disparition de la métropole, c'est de retrouver le sens de l'urbanisme métropolitain. ■

